

DREAL-UD69-SP
DDPP-SPE-MM

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-7
portant mise en demeure
de la société TEINTURERIES DE TARARE sise route de Violay
à TARARE**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 1998 modifié, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société TEINTURERIES DE TARARE dans son établissement situé route de Violay à TARARE ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 14 décembre 2024, établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 26 novembre 2024 sur le site exploité par la société TEINTURERIES DE TARARE ;

VU le courrier signé le 16 décembre 2024 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement de TARARE (69170), situé route de Violay, exploité par la société TEINTURERIES DE TARARE, a permis à l'inspection des installations classées de constater que les rejets aqueux de l'établissement font l'objet de dépassements de la valeur limite autorisée ;

CONSIDÉRANT donc que la société TEINTURERIES DE TARARE ne respecte pas pour l'exploitation de son installation de TARARE, située route de Violay, les dispositions du paragraphe §4.4 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et nuisances pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 :

La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter, **sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les exigences du paragraphe §4.4 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, en mettant en œuvre des dispositions organisationnelles et/ou constructives afin de s'assurer que la température des rejets aqueux reste inférieure à la valeur limite de 40°C.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 5 :

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental par intérim de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de TARARE et au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône.